

Didier Sapy : "C'est la pire rentrée depuis 20 ans" dans les Ehpad

Malgré un taux de vaccination des soignants supérieur à 90 % dans les Ehpad, certains établissements se retrouvent dans une situation impossible, constate Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa, alors que l'enjeu central pour l'accompagnement des personnes âgées dépendantes reste le recrutement.

Drôle de rentrée pour les maisons de retraite médicalisées ! Alors que ces établissements ne sont pas entièrement remis des trois premières vagues d'épidémie de Covid-19, alors que le personnel panse difficilement ses plaies et que les relations avec les familles ne sont pas toujours au beau fixe, ils ont dû se lancer dans la chasse aux certificats de vaccination. Tout en s'escriant à trouver des solutions pour pourvoir les postes vacants.

Directeur de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), Didier Sapy revient sur les différents chantiers de cette rentrée si particulière.

Comment s'est passée la première échéance pour les Ehpad sur le plan de la vaccination, le 15 septembre ?

Didier Sapy : Globalement, Brigitte Bourguignon a donné le chiffre de 91 % de soignants vaccinés. Sur le papier, ça va, mais ce n'est pas là qu'il faut regarder ; ce qui compte, c'est le niveau micro. Parmi les adhérents de la Fnaqpa, certains d'entre eux atteignent les 100 % de vaccination ou alors ne comptent qu'un ou deux refus. Dans ces cas-là, on trouve des solutions.

Tout va bien, donc ?

D. S. : Eh bien non... Certains de nos adhérents se retrouvent avec dix, quinze voire vingt salariés non vaccinés, souvent dans des territoires ruraux. J'ai eu des exemples récents en Haute-Loire.

Comment expliquez-vous ces situations très difficiles ?

D. S. : J'ai beaucoup de mal à l'expliquer de façon globale. On pourrait éventuellement faire le lien entre ces situations extrêmes et la grande tension qui prévaut en matière de ressources humaines.

Que voulez-vous dire ?

D. S. : Les réfractaires expriment une forme de contestation des structures. Ils le font d'autant plus facilement qu'ils savent qu'il va être impossible de les remplacer du fait de la pénurie très grave de personnel. De toute façon, à partir du 15 octobre, les directeurs d'établissement dans lesquels une proportion importante de personnels n'est pas vaccinée vont devoir choisir entre deux obligations : faire

respecter l'obligation vaccinale ou l'obligation de prendre soin des personnes âgées. Certains directeurs devraient choisir de faire travailler des soignants non vaccinés.

D'ici au 15 octobre, peut-on réduire cette proportion de réfractaires ?

D. S. : Je pense que cela va être difficile même si on fait preuve de pédagogie. Les opposants à la vaccination utilisent souvent l'argument de l'immunité collective qui fonctionnerait à partir de 80 à 90 % de personnes vaccinées. Dès lors, ils expliquent que cette immunité collective fonctionne déjà dans les Ehpad où 90 % des personnels sont vaccinés. Il ne leur serait plus nécessaire de se faire vacciner.

Plus généralement, comment percevez-vous cette rentrée ?

D. S. : C'est la pire que j'aie connue depuis 20 ans ! Les postes vacants, c'est une réalité qui concerne tout le monde. Avant, on trouvait des bras de remplacement moins formés. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les directeurs d'Ehpad n'ont qu'un mot à la bouche : les recrutements. La question de la vaccination est réglée pour une majorité d'entre eux.

Pourtant, le Ségur de la santé a débouché sur des augmentations des salaires en Ehpad.

D. S. : Vous avez raison, mais le problème n'est pas là. L'enjeu des rémunérations n'arrive qu'au cinquième rang des préoccupations des salariés derrière les questions du sens, de la confiance, des responsabilités... Et de toute façon, pour une infirmière transfrontalière qui gagne 4 000 euros € en Suisse, que valent 183 € d'augmentation ?

On aurait pu penser que la crise Covid avait redonné de l'importance aux Ehpad.

D. S. : Attention à ne pas confondre notoriété et image de marque ! Effectivement, la crise a permis de mieux comprendre ce qu'étaient les missions des Ehpad. Mais l'image dans l'opinion publique reste très dégradée. D'autre part, n'oublions pas que notre secteur est en concurrence avec d'autres domaines professionnels, comme la restauration ou des filières industrielles qui recherchent également des salariés.

Vous devez être satisfaits de la campagne de communication sur les métiers du grand âge...

D. S. : On ne va pas bouder notre plaisir. Cela faisait dix ans que nous demandions une telle campagne. Pour autant, nous regrettons qu'elle soit « petit bras » ; elle aurait dû avoir plus d'ampleur. Et puis, certains messages nous interrogent. Dans un clip, on voit un jeune homme venir remplacer une vieille dame pour couper des carottes. L'objectif de l'aide à domicile n'est-il pas de favoriser l'autonomie des âgés ?